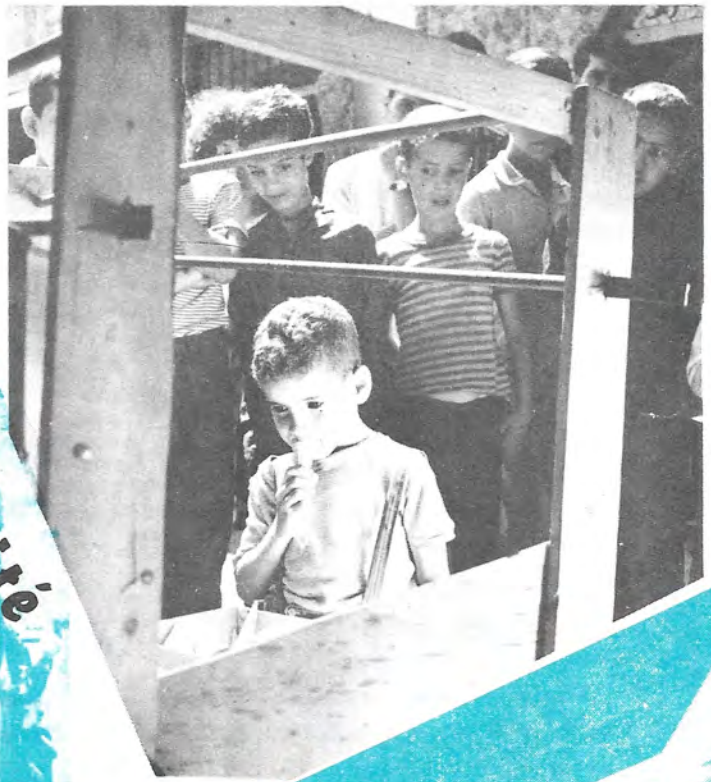
BULLETIN de LIAISON

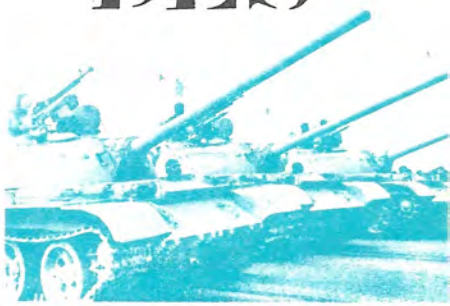
numero 10

novembre 1966

ASSEZ D'ARMES

DES ECOLES

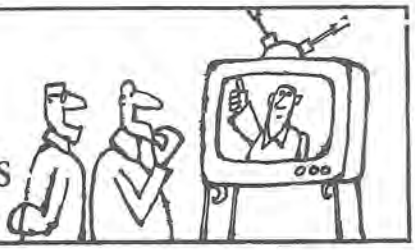




Comite National de Defense de la Revolution

EN VRAC

nouvelles et commentaires



SCANDALES A LA CHAINE...

La gangrène a gagné toute l'Algérie. Ce fut Annaba, c'est maintenant Oran et Alger qui lèvent le voile. Jaloux sans doute des cosmonautes, le gouvernement a transformé ses "hauts fonctionnaires" en "fonctionnaires de haut vol": ils sont proxénètes, ils trafiquent les devises, etc.. etc...

Mais, en fait, que cherche le pouvoir dans cette affaire comme dans les précédentes? Eclairer? Assainir? Allons donc!Il cherche seulement à se donner bonne conscience en jouant le zorro justicier. Mais s'il jette en pâture à l'opinion: un juge, deux avocats et un commissaire de police, il ne touche pas aux réseaux de complicités. Il recule pour ne pas révéler la pourriture profonde de l'administration.

Il en va de même à Touggourt et à Tiaret. Quant à l'opération lancée au ministère de l'Agriculture où 22 fonctionnaires ont été arrêtés (pour la plupart des ingénieurs agronomes),que veut-elle démontrer? Que le ministère de l' Agriculture était pourri? Soit. Mais tous les ministères sont dans le même état. Une véritable opération d'assainissement doit balayer tout ces "beaux messieurs"..., des ministres à leurs subordonnés...

BUREAUX FERMES POUR CAUSE D'EMPRISONNEMENT -

L'avez-vous su? La préfecture de Oran a été obligée de fermer le principal bureau des Biens Vacants, rue de la Paix. En effet, tout ses employés, y compris le directeur, ont été incarcérés pour détournements de fonds. Mais le pouvoir ne s'en vante pas!...

L'OUBLI PAR LE PLAISIR -

Pour faire oublier aux Oranais la situation critique dans laquelle se trouve leur ville,le pouvoir encourage la débauche A partir de I8 heures, la ville offre un spectacle des plus déprimants: les cafés s'emplissent, le vin et la bière coulent à flots et l'on voit déambuler à travers la ville la soldatesque, les gens de l'administration et les trafiquants de tous bords, groupe par groupe.A partir de 2I heures,les rues d'Oran - en particulier celles du centre - grouillent de soldats et de filles... et les rixes sont nombreuses.

PENDANT CE TEMPS LA...

Pendant que tous ces messieurs s'amusent, la situation économique s'aggrave continuellement, surtout après les inondations qui ont dévasté l'Ouest du pays: on ne trouve plus de pommes-de-terre ni de farine ni de semoule. Le pain est de mauvaise qualité et, à IO heures, on n' en vend pratiquement plus; il faut attendre I8 heures, heure de la fournée du soir.

LA COLERE GRONDE -

A Tebessa, les chômeurs,les sous-employés et les titulaires de maigres pensions ont manifesté brutalement contre la mafia du régime. Ils se sont jetés sur les bureaux des administrations et du Parti; ils ont mis à sac les boutiques d'alimentation et le marché.. mettant en fuite les responsables locaux et les propriétaires.

A Aïn-Témouchent,ce sont les paysans qui se sont emparé par la force de tout ce qu'ils ont pu trouver dans les fermes - qu'elles soient autogérées ou non !

APRES L'ALCOOL, LE JEU -

Quand il s'agit de trouver de l'argent,tous les moyens sont bons pour nos ministres: après avoir facilité la vente massive du vin et favorisé l'alcoolisme, le pouvoir vient d'instituer le pari sportif algérien (ordonnance 66.3I4 du I4/IO/66 parue au Journal Officiel du 25/IO/66). Il s'agit de faire des pronostics sur les matchs de football. Vu l'engouement des masses pour ce sport, c'est le meilleur moyen pour ratisser les fonds de poches...

LA FARCE DES ELECTIONS -

Le pouvoir vient de fixer la date des élections communales au 5 février I967 et de décider que les listes comporteront deux fois plus de noms de candidats que de postes. Ainsi, prétend-il, les électeurs n'auront plus qu'à barrer les noms de ceux qu'ils jugent inapts à les représenter. On croit donc,par cette manoeuvre, sauver la face et faire croire qu'il s'agit d'élections démocratiques, tout en conservant la liste unique du parti unique. Malheureusement, il n'en est pas ainsi, car on semble oublier que le peuple algérien est, dans sa grande majorité, analphabète. Que va donc faire l'électeur?

- ou bien, ne sachant pas lire, il mettra le bulletin dans l'urne tel qu'on le lui a donné et, dans ce cas, il sera considéré comme nul,

- ou bien, il barrera au hasard la moitié des noms et, dans ce cas, on ne peut parler de libre choix,

- ou bien, l'électeur s'en remettra au président du bureau, qui ne peut être qu'un membre de la Kasma, et celui-ci s'empressera de faire voter pour ses amis.

On en reste donc bien aux listes uniques avec des candidats imposés.

A quoi rime cette mascarade ?

DIEU RECONNAITRA LES SIENS -

Une commission chargée de reconnaître la qualité des membres de l'A.L.N. a été créée. On pourrait croire à une bonne initiative qui permettrait de dévoiler tous les faux anciens moudjahidineMais cette commission n'a été créée que pour les combattants des frontières. Les autres n'ont sans doute jamais existé!...

FOLKLORE ET IMPRIMERIE -

Après le "Festival du Folklore" qui s'est déroulé cette année à Alger, sous la responsabilité de Boumaza,le grand ministre décida qu'il fallait immortaliser l' évènement et donc le célébrer dans une brochure. Croyez-vous que celui qui était encore le ministre de l'information s'adressa aux imprimeries nationales qu'il contrôlait? Non,celles-ci ne sont bonnes qu'à imprimer les torchons qu'on lit tous les jours sous forme de "El Moudjahid" ou de "Révolution Africaine".. Il fallait, pour l'évènement, une imprimerie capable; alors le ministre lança un appel d'offre (à l'étranger bien sûr...).

le peuple est la fin, le moyen et la base de toute entreprise revolutionnaire

Editorial

1er NOVEMBRE 1954, triomphe de l'esprit révolutionnaire, mobilisation enthousiaste des masses populaires pour la libération du pays et la destruction du colonialisme.

1er NOVEMBRE 1966, quatre années après l'indépendance, DEGRADATION COMPLETE DE LA SITUATION DES MASSES ALGERIENNES:

- PENURIE ALIMENTAIRE qui fait peser une lourde menace de FAMINE au seuil d'un hiver particulièrement rigoureux.
- Augmentation du nombre des CHOMEURS auxquels ni le code des investissements de Kaïd Ahmed ni la prétendue industrialisation de Abdesselam n'apportent le moindre emploi nouveau.
- Accroissement inquiétant de l'EMIGRATION: ni les conférences ni les pseudo-séminaires tenus en grande pompe ne s'attaquent vraiment aux tragiques problèmes que pose cette hémorragie en potentiel humain.
- La RENTREE SCOLAIRE s'est déroulée dans des conditions lamentables: Taleb Ahmed aura beau se montrer "satisfait" dans les salons de l'UNESCO, la plupart des enfants algériens resteront dans la rue.

Tous ces faits ne sont que les symptômes les plus évidents de l' état d'extrême misère et d'abandon total des masses.

Le gouvernement de Boumedienne est responsable de cette dégradation. Aucune mesure sérieuse n'a été prise, bien au contraire chacune de celles qui ont été adoptées, illustre le caractère de ce pouvoir. IL EST AU SERVICE D'UNE CLASSE DOMINANTE QUI CHERCHE AVANT TOUT A CONSOLIDER SA SITUATION ET A DEFENDRE SES PRIVILEGES:

- Pression policière croissante, répression, torture et polices parallèles créent une atmosphère de crainte et de méfiance qui tend à empêcher toute libre expression des masses.
- Interdiction des actions de masses - notamment de l'action syndicale. (Révolution et Travail est toujours suspendu).
- Détournements, vols, trafics, alcoolisme... et autres fléaux du même genre sont devenus des institutions d'Etat.
- Les achats d'armement lourd se multiplient et le budget de l'armée a été augmenté
- Les soi-disant réforme communale et réforme agraire ne sont que des manoeuvres qu'il faut dénoncer à ce titre; la réforme communale est, pour le gouvernement du colonel Boumedienne, le moyen de donner une APPARENCE LEGALE A LA CONSOLIDATION DANS CHAQUE MUNICIPALITE D'UN NOYAU D'EXPLOITEURS ET DE PRIVILEGIES, RELAIS ET SUPPOTS DU POUVOIR, BASE DE LA NOUVELLE CLASSE DOMINANTE.

Ainsi, cette année 1966 a encore servi à consolider les tendances au renforcement de l'exploitation des travailleurs et de la main-mise de la réaction et de l'impérialisme.

Aucun Algérien digne de ce nom ne peut demeurer insensible devant un tel spectacle.

Aucun ancien militant demeuré honnête ne peut accepter que les sacrifices héroïques des masses populaires se retournent maintenant contre elles.

Aujourd'hui, 1er Novembre 1966, les militants révolutionnaires, les patriotes honnêtes, tous ceux qui ont combattu pour l'indépendance et le progrès ne peuvent demeurer sourds aux cris du pays. Ils se doivent d'agir sans retard pour arrêter la course à la catastrophe...

II. KABYLIE

misère croissante et atmosphère tendue

En Kabylie, s'il n'y avait partout les traces criantes des sept années de guerre, on croirait revivre la période antérieure à l'indépendance. Tout comme à Alger, un calme apparent règne: les paysans vaquent à leurs occupations, quand ils en ont, et remplissent les marchés hebdomadaires qui sont très animés.

une véritable crise de confiance

Pourtant, dès que l'on pénètre en Kabylie, on sent la tension: les gens sont méfiants, souvent agressifs. Les villages se sont repliés sur eux-mêmes et les anciennes rivalités de clochers renaissent en maints endroits. Le souvenir des exactions de l'A.N.P. qui firent suite au mouvement du F.F.S. est extrêmement vivace. Tout le monde sait que l'A.N.P s'est comportée durant cette période, comme l'armée de la " pacification": des villages ont été détruits, les récoltes brûlées, les vivres saccagées, des hommes abattus, des femmes violées. Ces exactions sont d'ailleurs d'autant plus inoubliables que la présence accablante de l'A.N.P. les rappellent à chaque instant: la surveillance est continuelle et les contrôles de gendarmerie fréquents aux endroits vitaux, là où l'armée coloniale effectuait les siens. Le territoire est quadrillé et les postes construits pendant la guerre ont été, pour la plupart, réoccupés. Dans les villes, les effectifs de la police sont considérables.

Les mercenaires de l'A.N.P cantonnés en Kabylie sont toujours amenés des autres régions du pays, ce qui est, bien sûr, interprété par la population locale comme une brimade et une provocation. La vraie raison de cette politique est que l'Etat-Major de l'armée ne veut à aucun prix laisser des djounoud stationnés dans leur région d'origine. Il tient à les isoler entièrement des populations et, souvent, par une habile mise en condition, tend à provoquer chez eux des sentiments régionalistes et un mépris pour les autochtones afin d'avoir un instrument de répression toujours en bon état de fonctionnement. En Kabylie, ce sont les djounoud du constantinois ou de l'oranais qui font leur loi tout comme les djounoud kabyles de l'A.N.P. font la leur dans les autres régions. La sauvage répression qui s'est abattue sur toute la Kabylie, pendant une année, a eu une double conséquence: la population est devenue plus antimilitariste que jamais, "l'uniforme" est pris en horreur. Cette réaction s' accompagne d'une véritable crise de confiance à l'égard des mouvements d' opposition: les paysans Kabyles ont très nettement l'impression qu'on a voulu se servir d'eux pour régler des comptes qui ne les concernaient pas et, qu'en définitive, ce sont eux qui ont payé les pots cassés.

L' enthousiasme populaire qui fit suite à la création du F.F.S. en 1963, a fait place à la déception et à la crise de confiance: erreurs et trahisons ont eu raison des énergies les plus vives. Les chefs les plus connus sont complètement discrédités. Certains dignitaires conservent cependant dans leur village une clientèle qui leur doit certains avantages: c'est d'ailleurs cette différenciation entre localités voisines, suivant leur degré de soumission aux autorités, qui est la source de nombreux conflits entre les villages. Bref, la Kabylie a très nettement l'impression d'avoir été sacrifiée pour une cause qui n'était pas la sienne et pour la sauvegarde de quelques intérêts particuliers. Crise de confiance ne veut cependant pas dire désaffection politique, bien au contraire, en cercle restreint, la discussion va bon train. Mais ce qui est le plus préoccupant c'est la situation économique.

Situation économique d'autant plus critique que la situation géographique de la Kabylie ne favorise nullement le développement de cette région.

une situation économique angoissante

La Kabylie est une région pauvre et surpeuplée. Le secteur agricole occupe 80% de la population, les cultures riches y sont exceptionnelles, seulement dans quelques domaines de colonisation des terres alluviales des vallées du Sébaou, de l'Oued Isser ou de la Soummam. La région pratique sur tout les cultures pauvres dont les principales sont l'olivier et le figuier utilisés à la fois à des fins d'autoconsommation et en guise de moyen d'échange avec les autres régions. La production par habitant est faible. L'industrie y est peu développée, malgré la présence de ressources minières, d'énergie et de main-d'oeuvre abondante. La caractéristique principale est l'exode constant vers les grands centres ou l'étranger. La pauvreté naturelle a été aggravée par sept années et demi de ratissage et de destruction. De nombreuses terres cultivables ont été ravagées, surtout en bordure des maquis ou des forêts, les champs situés en zône interdite n'ont pas été travaillés pendant plus de six ans, ils se sont transformés en étendues de pierrailles. De plus, les bombardements et le napalm ont largement endommagé la couche arable. L'arboriculture a, elle aussi, subi de sérieux dégâts: les figuiers mal entretenus produisent peu, les oliviers brûlés sont étouffés par les ronces et autres plantes grimpantes. Le cheptel lui même a été réduit dans des proportions considérables. C'est dire l'état de dénuement quasi complet des paysans au lendemain de l'indépendance à laquelle ils avaient beaucoup sacrifié.

Un travail sérieux de restauration des sols, de reconstitution du cheptel, de petite hydrographie, de reconstruction et surtout un plan méthodique d'industrialisation se devaient d'être menés de toute urgence. Or, aucun effort véritable de redressement économique de la Kabylie n'a été entrepris ni par le régime de Ben Bella ni par celui de Boumedienne. Le pouvoir d'Alger a purement et simplement abandonné à leur sort des centaines de milliers de paysans.

La conséquence de cet état de fait c'est une aggravation continuelle d' une situation déjà désastreuse. L'émigration (quelquefois sans esprit de retour) s'est nettement accentuée: il n'y a pas de famille qui n'ait un ou plusieurs des siens à l'étranger et dont les mandats (ressource principale de la région) permettent aux parents -au sens large du terme- de survivre. Les paysans qui possèdent leur lopin de terre ne parviennent pas, faute de moyens en général, à assurer leur subsistance. Ils occupent toujours les mêmes maigres terres que leur avait abandonné la colonisation. Certains ont tenté de défricher les terres endommagées, mais en vain: le gouvernement ne leur apportant aucune aide. Les anciens domaines des colons sont actuellement soit autogérés soit entre les mains des Habous. Depuis quelques temps, on assiste au transfert de ces terres à des coopératives d'anciens moudjahiddine.

Cette année, les pacages sont secs et le gros bétail n'arrive pas à se nourrir: il doit se contenter de vingt centimètres de tiges de blé. La récolte de céréales a été relativement bonne, mais en Kabylie, les ressources principales proviennent de l'arboriculture: or, les oliviers et les figuiers ont fourni des récoltes très insuffisantes; il en est de même du vignoble qui appartient essentiellement au secteur autogéré. La culture du tabac -qui occupait avant la guerre 8.000Ha, soit 30% de la production algérienne- est réservée aux secteurs d'Etat ou donne lieu à la corruption: seuls les propriétaires ayant des appuis peuvent avoir une licence.

Les problèmes se multiplient: celui de l'eau, par exemple; ainsi, dans certains villages, devant la carence des autorités, des initiatives locales ont réussi à faire face aux petits travaux d'adduction d'eau en collectant de l'argent. La natalité augmente de façon effrayante et du point de vue de la santé c'est une véritable catastrophe.

Abandon, isolement, rancune et révolte, tels sont les mots qui s'appliquent aux paysans du secteur dit traditionnel de l'agriculture algérienne.

une fausse contradiction

Leur situation véritablement tragique, poussent les fellah pauvres à envier et à critiquer sévèrement leurs voisins immédiats:les travailleurs de l'autogestion. Ils leur reprochent le manque de conscience professionnelle, la malhonnêteté,le gaspillage.... etc.. Cette attitude est générale et est entachée d'une mauvaise foi évidente: ainsi les conditions climatiques ont été mauvaises dans tout le pays cette année; mais le paysan ne l'admettra pas pour la ferme autogérée voisine; pour lui,si la récolte n'a pas été bonne, c'est parce que les ouvriers agricoles ont fait du mauvais travail. Quelques-uns rendent les ouvriers de l'autogestion responsables de leur misère.Si l'on demande pourquoi, la réponse est automatique: "le comité de gestion a tué le fellah".Cet antagonisme qui prend quelquefois des allures violentes fait l'affaire des autorités et sert d'arguments majeurs à ceux qui veulent liquider l'autogestion.

Quant aux ouvriers des fermes autogérées, ils sont pris entre deux feux:un pouvoir qui les sabote et les fellah qui les haïssent et, parfois, les ouvriers permanents gardent leurs récoltes fusil en mains (exemple: ferme autogérée de Hausonvillers à 70Km. de Alger sur la route de Tizi-Ouzou). Les ouvriers se replient ainsi sur eux mêmes et souvent, ils ne parlent pas aux fellah qui les entourent , bien qu' ils soient du même village , ou qu'ils se connaissent de longue date. Leur isolement les amène à des actions qui n'ont aucun sens pratique mais, qui en fait, ont pour finalité de renforcer les liens entre eux. Ainsi ils pratiquent l'égalitarisme à outrance: si l'un d'entre eux dispose d'un petit potager, d' un poulailler ou bien élève quelques animaux les autres voteront la suppression de ce qui sera considéré comme un privilège.

En approfondissant un peu, on se rend compte que l'idée même de l' autogestion n'est pas critiquée par les paysans pauvres, c'est leur exclusion de ces domaines autogérés qui a alimenté leur hostilité à l'égard de ceux qui leur apparaissent comme des privilégiés Nous avons essayé de discuter avec des paysans et de leur prouver que leurs véritables ennemis, ce ne sont pas les travailleurs du secteur autogéré (dont nos interlocuteurs connaissaient bien les difficultés: manque de crédit, salaires non payés etc...) mais la politique du régime lui-même. Les langues se sont alors déliées et des suggestions nombreuses, pour en sortir, nous ont été faites:ingénieurs pour revaloriser les terres, tracteurs pour défoncer les champs "trouver un moyen pour retenir l'eau", construire des usines, etc.. Sitôt sortis des reproches contre telle cellule du Parti,considérée comme une association de malfaiteurs ou tel maire considéré comme un véritable exploiteur, c'est le régime lui-même qui est condamné d'une façon systématique, par nos interlocuteurs. Bien que les idées politiques,en ce qui concerne l'avenir, soient confuses, il ressort nettement que l'existence d'une armée de métier est très clairement rejetée: *" l'armée n'est pas nécessaire, il faut la supprimer Pour maintenir l'ordre public les policiers sont assez nombreux,si l'on a besoin de soldats, il n'y a qu'à instaurer un service militaire"*. Si l'on parle de milice populaire, on rencontre une hostilité unanime. En fait, comme pour le socialisme, on se refère à l'expérience benbelliste et les milices populaires de Benbella se sont rendues très impopulaires par leurs excès et par leurs immixtions dans les affaires des citoyens, y compris leurs affaires de familles. L'opposition aux uniformes est la caractéristique essentielle et toute discussion aboutit là Les autorités militaires, conscientes de leur impopularité, veulent à tout prix éviter les heurts et les bagarres.

tizi-ouzou

Dans les villes de la Kabylie, les seuls emplois sont fournis par l'administration et ses annexes: personnel de la mairie,des contributions et du nettoiement de la ville. Pas d'usines ni d'ateliers - à part quelques exceptions. Dans les villes côtières, un peu de pêche. Un peu partout, un certain regain d'activité artisanale du surtout à l'engouement de la bourgeoisie arriviste d'Alger pour les meubles berbères, les bijoux kabyles et autres bibelots "folkloriques".

Tizi-Ouzou est devenue le centre de transit de tout ce commerce et les livraisons par cars à toutes les villes de la Kabylie et à la capitale sont très fréquentes. Les commerçants revendent à prix d'or des objets qu'ils ont acheté pour des sommes dérisoires aux artisans; ex. un objet de vannerie ou de palmier - souvent fabriqué par des femmes- acheté par les accapareurs 3 ou 4 DA,est revendu 30 DA; des coffres berbères achetés 200 DA sont revendus I.000 DA,ou bien plus s'ils sont de "style".Les poteries subissent le même sort et, actuellement, les bijoux de Benni-Yenni manquent sur le marché; maintenant, les fabricants tiennent à les vendre eux-mêmes aux prix pratiqués à Alger.

Tizi-Ouzou est devenue le "ventre de la Kabylie". Elle concentre tous les produits qu'exporte habituellement la Kabylie. Et, c'est elle encore qui assure la distribution de tout ce qui arrive d'Alger. L'animation y est grande, les gens se déplacent, le marché hebdomadaire a repris son ancienne importance. Mais tout ceci ne repose que sur le commerce, le transit et la fabrication de denrées alimentaires (boissons gazeuses surtout).Il y existe une forte concentration de coopérants -tout comme à Bougie où ils sont IOOO (pipe-line de pétrole).

Dans les villes de Kabylie où il n'y a pas d'activité,les chômeurs forment la majorité de la population: ce sont souvent des paysans venus en ville dans l'espoir d'y trouver du travail -leur terre n'étant pas suffisante pour assurer leur subsistance ou aussi parce qu'elle a été gagnée par le maquis étant restée trop longtemps zone interdite.. L'émigration en France est devenue très difficile... Le pseudo-F.L.N.arrive péniblement à exister dans les grands centres et il est absent dans toutes les petites localités où il n'arrive pas à s'implanter malgré les avantages réservés aux"militants".Il en est de même des Jeunesses F.L.N. dont les locaux ont été repeints - dans plusieurs villes - afin d'effacer l'inscription J.F.L.N... Les policiers abondent,la gendarmerie a les mêmes effectifs dans les villes que la gendarmerie coloniale pendant la lutte de libération. Il est à noter que dans certaines villes où, avant I954 il y avait deux policiers et un garde de nuit, il y a maintenant au minimum une dizaine d'agents de police qui font consciencieusement leur métier de"chiens de quartiers":ils s'occupent rarement de la circulation, ils font la chasse aux enfants, qui sont nombreux, ils leur interdisent l'accés de certaines places, de jouer au football sur les anciens stades municipaux que l'ANP. s'est appropriée etc...

La surveillance des adultes leur est retirée: la S.M. s'en occupe et, comme à son habitude,elle surveille tout le monde y compris ses propres membres. La conséquence de cette situation, c'est une tension perpétuelle qui électrise l'atmosphère. Les gens deviennent belliqueux, des rixes éclatent brusquement dans les cars pour des riens, pour un objet déplacé, pour un coup de coude. Mais cette vitalité s'accompagne souvent d'un esprit revendicatif qui est lui-même très réconfortant. A ce sujet, une petite anecdote un peu tragique:dans une localité,un jeune homme se présente à la mairie pour demander l'autorisation d'inhumer son père défunt. On lui réclame un extrait de rôle attestant le paiement des impôts, faute de quoi le permis ne sera pas accordé. Quelques instants après, le jeune homme revient chargé du corps du défunt, le dépose à l'intérieur de la mairie et se retire.....

où chercher les solutions

D'abord,remarquons que depuis l'indépendance, on a beaucoup parlé de la Kabylie. Mais malheureusement pas pour apporter des solutions aux problèmes angoissants du Pain et du Travail.

Réparer les dommages causés par la guerre, restaurer les terres, reconstruire les villages, réaliser une réforme agraire totale,moderniser l'agriculture, créer une infrastructure valable, industrialiser... en un mot, vaincre le chômage et le sous-emploi, éliminer la misère et la famine telles étaient les tâches qui s'imposaient.Y faire face,cela signifiait un effort conscient et organisé de la part de l'Etat,une aide effective et permanente aux paysans; cela signifiait aussi leur mobilisation et leur participation à la gestion.

Au lieu de cela,des considérations de basse politique ont prévalu, les intérêts véritables de cette région surpeuplée ont été délibérément sacrifiés et, ce sont surtout de nouvelles souffrances qu'a enduré la Kabylie depuis I962. Aujourd'hui, l' opposition au régime et la haine de l'uniforme qu'on y rencontre peuvent tout aussi bien en faire la proie de menées démagogiques, comme l' une des bases les plus sérieuses d'un authentique effort révolutionnaire. Cette dernière possibilité suppose le dépassement des contradictions secondaires et l'insertion de l' effort de la paysannerie Kabyle dans le gigantesque effort des classes exploitées et des masses déshérités à l' échelle de la nation toute entière. -

Toute tentative d' exploitation -à des fins régionalistes- de la situation objective et subjective de la Kabylie,se retournerait fatalement contre ses auteurs.Mais la population de la Kabylie a déjà fait preuve d'une grande maturité et la distinction est faite, par les paysans, non pas entre Kabyles et non Kabyles, mais entre riches et pauvres. Cette prise de conscience est un fait irréfutable.

Malgré sa misère, malgré ses souffrances,la Kabylie reste encore pleine de ressources et d'énergie et elle saura, le moment opportun, défendre avec acharnement ses intérêts véritables et prendre part à la révolution inéluctable des déshérités contre la dictature et les privilèges.

la question du mois

LA RENTREE SCOLAIRE

A l'occasion de la rentrée, la presse officielle et le ministre TALEB Ahmed ont multiplié les déclarations d'autofélicitation et de satisfaction. Le ministre déclare: *"Nous sommes en droit d'être assez optimistes"*. En fait,à travers les enjolivements multiples, l'imprécision voulue des chiffres et des statistiques, les déclarations de principe ronflantes, les descriptions idylliques de ces enfants qui, avec leur cartable neuf, reprennent ou prennent pour la première fois le chemin de l'école - la vérité se fait jour: 100.000 enfants viennent, cette année, grossir les rangs de ceux qui n'ont pu entrer à l'école, qui n'ont pas accés à l'éducation (plus d'un million) L'Algérie perd une année de plus dans cette course à l'instruction qui, seule, peut permettre une pleine mise en valeur de ses ressources économiques et humaines. Certes, le retard légué, dans ce domaine, par le colonialisme et la guerre, était tel qu'on ne pouvait espérer scolariser toute la jeunesse de notre pays en quelques années. Mais devant l'importance et l'urgence de ce problème, beaucoup aurait dû et pû être fait: nous affirmons que tout ce qui était possible n'a pas été fait

la pagaille administrative

Le mauvais fonctionnement de l'administration aggrave l'état de pénurie en locaux et en équipement scolaires: des projets sont bloqués au niveau du financement, des classes sont construites sans être équipées de matériel scolaire ou même sans enseignants etc...

Ainsi "El Moudjahid", sous le titre ronflant de: "La rentrée scolaire s'est effectuée dans de bonnes conditions", cite longuement un inspecteur d'Académie de Batna:

"L'ancienne école des cadets de la révolution, qui fut remise au ministre de l'Education Nationale par l'A.N.P., n'a pas pu être réouverte en lycée avec internat, les crédits nécessaires n'ayant pas été ouverts par le contrôle financier".

"La construction d'un établissement polyvalent de 6 classes n'a pas, elle non plus, pu être engagée à Batna pour les mêmes raisons (la mairie avait pourtant promis de participer à sa construction en régie, ce qui aurait réduit le coût du projet)".

"Il en est de même des travaux d'achèvement des C.N.E.T.et des C.E.G. féminins".

"En outre, l'internat de 8 établissements secondaires du département ne fonctionne pas, faute de visa de contrôle financier autorisant l'installation des cuisines etc...".

Cette situation n'est pas particulière aux Aurès.Les exemples abondent, nous ne nous y étendrons pas.Ce fiasco administratif, c'est le meilleur constat d'impuissance du régime. Celui-ci, officiellement, refuse l'improvisation et l'anarchie , prône l'efficacité: et "Révolution Africaine" écrit sans rire: *"La rentrée, pour nos responsables soucieux d'efficacité,arrive toujours trop tôt!"* Qu'est-ce à dire, sinon avouer que ces responsables sont en retard et bien inefficaces. Cet état de fait se retrouve d'ailleurs dans tous les secteurs de l'économie.

une politique au jour le jour

En "haut lieu", on parle fréquemment du plan décennal sur l'Education Nationale dont le gouvernement aurait adopté le principe en juin dernier: en fait,nous affirmons -et les faits le prouvent- qu'il n'y a aucune politique planifiée de l'enseignement. Bien au contraire, le gouvernement suit au jour le jour les fluctuations de ses finances.)

A la rentrée scolaire de 1966, le même ministre TALEB Ahmed promettait la scolarisation totale des enfants algériens pour 1970. Après étude, les prétentions ont été rabattues: 80 à 85% des enfants seront scolarisés en 1975 (contre 57% environ actuellement); pour cela, 2.500 classes devraient être construites chaque année, et 3.000 enseignants nouveaux engagés. Ce sont là les chiffres mêmes du ministère, selon le plan minimum qu'il a adopté. En fait, 800 classes seulement ont pu être achevées pour la rentrée 1966; la construction de 2.500 autres classes va être entreprise maintenant, promet la presse: combien, parmi elles, seront achevées pour la rentrée 1967? Pour le secondaire, rien n'a changé.Le nombre d'élèves est stationnaire. Pas un seul nouveau lycée n'a ouvert ses portes cette année.

Les coopérants, découragés par de multiples vexations,partent prématurèment; on fait fuir de l'enseignement les éducateurs algériens qui y sont: ainsi, le ministère des finances prélève sans préavis sur les salaires le montant des impôts annuels (ainsi un salaire d'instituteur -570 dinars par mois- est amputé de 350 à 400 dinars!); aussi beaucoup -surtout ceux qui sont chargés de famille- ne trouvent qu'une issue: quitter l'enseignement et chercher un travail plus lucratif. Le nombre des maîtres qualifiés -notoirement insuffisant- diminue encore Par contre, on avait promis de réduire le corps des moniteurs (les enseignants les moins bien formés): or, son nombre s'accroît encore.

Le problème ne repose pas seulement sur les difficultés à former des maîtres en nombre suffisant."El Moudjahid"(22 sept) ne nous apprend-il pas que *"contrairement à ce que l'on croit généralement, ce n'est pas le manque de candidats,mais le manque de postes budgétaires (salaires),qui est responsable de la pénurie de personnel enseignant!"...*

La population de la [illegible] (près de Taher) construira elle-même une école pour ses enfants. Une commission composée des habitants du village, présidée par Mr. HAMZA, a ramassé les fonds en espèces et en nature qui ont permis la réalisation des premiers travaux. La population de ce village a pourtant un niveau de vie très bas.

Les déséquilibres de structures, hérités du colonialisme,à l'intérieur de l'enseignement, restent les mêmes. Aucun effort du gouvernement n'a été fait en direction des campagnes où, à peine un enfant sur deux, est scolarisé. L'enseignement technique reste dérisoirement faible: et,au lieu de construire les écoles techniques nécessaires, le ministre encourage les parents à "orienter" leurs enfants vers les disciplines scientifiques et techniques. Pure démagogie: car ce n'est pas de ce côté, pour le moment, que se trouvent les carences. Quant à la formation professionnelle, son retard reste énorme. Le nombre d'adolescents qui ont une qualification professionnelle est infime. De toute façon, cette situation ne gêne pas nos ministres: pour leurs enfants, ils ont toujours la ressource de l'école privée. Ces écoles, tenues par des ecclésiastiques, sont payantes et accueillent 21.000 élèves. Ce sont, en fait, surtout les enfants des classes déshéritées qui sont victimes du système.

contrôle des naissances

En 1966, 115 millions seulement ont été affectés au budget d'équipement de l'Education Nationale,contre 250 millions l'année d'avant. A la rentrée de 1966, aucun nouveau lycée n'a été ouvert -contre 3 à la rentrée de 1965.En 1965, 200.000 enfants nouveaux étaient scolarisés, cette année: 150.000 seulement: etc... Ainsi, l'effort fait cette année est inférieur à celui qui a été fait l'an dernier. Ce fait est grave: dans ces conditions, et compte tenu de la croissance démographique du pays l'enseignement s'achemine vers une impasse catastrophique.

Mais le ministre TALEB a réponse à tout: *"La poussée démographique*, nous dit-il, *si elle n'est pas endiguée par un contrôle approprié des naissances, risque d'ajourner indéfiniment la solution du problème: la scolarisation de la totalité de l'enfance algérienne demeurerait une chimère"*. Autrement dit, la solution serait: non d'adapter le nombre des classes et des maîtres à celui des enfants, mais d'adapter le nombre des enfants à celui des classes! Et, si des enfants restent aux portes des écoles, la faute en est à leurs parents et non au ministère! Sans vouloir aborder le fond du problème, notons simplement que, même si la croissance démographique était ralentie dès maintenant, ce phénomène ne se ferait sentir, au mieux que dans une dizaine d'années: d'ici là, ce sont les enfants déjà nés aujourd'hui qui arriveront encore dans les écoles. Ainsi, la démographie n'excuse pas le gouvernement, bien au contraire: elle est une donnée objective de la situation à laquelle nos dirigeants sont incapables de répondre. Et chaque année perdue rendra encore moins surmontables les problèmes de demain.

PAS DE MILITAIRES, DES TECHNICIENS.

PAS DE CASERNES, DES ECOLES.

un choix politique : priorité à l'armée

Le gouvernement met un chiffre en avant: 1/5ème (exactement 19,6%) du budget de fonctionnement en 1966 est consacré à l'Education Nationale (630 millions). Mais il omet de dire que le budget d'équipement de l'E.N. ne représente que 6,6% du total du budget d'équipement national. Ainsi,l'E.N. ne reçoit en tout, en réalité, que 15% du budget total de l'Algérie. Notons par ailleurs que c'est avant tout le budget d'équipement qui exprime les options, les perspectives, les choix à long terme (fonctionnement = salaires; matériel scolaire, etc..., équipement = constructions nouvelles etc..); or, celui de l'E.N. a diminué de plus de la moitié entre 1965 et 1966.Bien plus: "El Moudjahid" (18-19 sept.) nous apprend que 40 millions de dinars ont été utilisés jusqu'ici (pour les constructions), avec l'aide des collectivités locales. Or, ce sont 115 millions qui étaient inscrits au budget de 1966: que sont devenus les 75 millions qui manquent? On le devine un peu, quand on apprend que, 15 jours avant la rentrée, 30,4 millions de dinars de crédits supplémentaires ont été alloués au ministère de la défense, pour l'achat de "MIGS 21".

DES ECOLES POUR TOUS NOS ENFANTS, A LA CAMPAGNE COMME A LA VILLE.

Non, ce n'est pas l'argent qui manque pour entreprendre un équipement en grand de notre système d'enseignement. Il s'agit d'un choix politique.Un gouvernement qui accorde la priorité à l'armée par rapport à l'Education est un gouvernement réactionnaire, antidémocratique et antisocialiste.

L'armée,qui a officiellement des crédits un peu inférieurs à ceux de l'Education,est la principale bénéficiaire des transferts de crédits d'un poste à un autre, que permet l'imprécision du budget et l'absence de tout contrôle parlementaire ou syndical quelconque de l'affectation des fonds.On peut estimer que l'armée absorbe près du tiers des recettes de l'Etat.

"L'armée transformera ses casernes en écoles" a déclaré TALEB Ahmed, à l'occasion de la journée internationale de l'élimination de l'analphabétisme; affirmation gratuite et démagogique: on attend de voir la transformation promise. Par contre, l'armée prend en main toute une partie de l'Education: elle a ses propres étudiants, ses boursiers dans chaque branche de l'Education Nationale; elle a ses "casernes-écoles" : vous connaissez tous l'existence des "Ecoles des Cadets de la Révolution". Par exemple, elle a organisé à grands frais,à quelques jours de la rentrée, des stages en Algérie et à l'étranger pour ses spécialistes de télécommunications: on peut bien voir la différence de traitements accordés à l'armée et à l'enseignement technique etc...

l'éducation au service de la révolution

Ainsi la politique du gouvernement en matière d'enseignement est profondément antidémocratique et antisocialiste.En empêchant la scolarisation de la majeure partie des citoyens -sinon la totalité- le gouvernement empêche ces derniers d'être conscients, de contrôler la vie politique du pays et d'y participer. Car, l'éducation n'est pas seulement un droit de tous, celui de pouvoir accéder à la culture et aux avantages matériels et intellectuels qu'elle apporte: c'est aussi, bien souvent, une condition indispensable pour acquérir une formation et une conscience politique, pour pouvoir gérer les affaires publiques ou contrôler la gestion de l'économie, etc.. De plus, l'éducation est économiquement nécessaire; elle représente un investissement, rentable à court et à long terme: coordonnée aux nécessités de l'économie du pays, elle accroît sa capacité productive. Si nombre d'enfants restent aujourd'hui à la porte des écoles, l'Algérie en souffrira encore dans 20 ou 30 ans. De plus, l'enseignement représente, pour les pays que le colonialisme a longtemps maintenu dans des structures arriérées de production pour mieux les exploiter, un moyen privilégié pour rattraper le retard économique, pour rejoindre un jour le niveau des pays qui, au long des siècles, ont pu amasser les capitaux qui font aujourd'hui leur puissance. Contre ces capitaux, nous disposons de la puissance de notre capital humain: encore faut-il savoir et vouloir le mettre en valeur,libérer ses capacités.

Les 400 élèves du Lycée technique de Dellys, à 100 kilomètres d'Alger, ont déserté leur établissement, après avoir fait la grève de la faim pendant trois jours.Les élèves se plaignent de "châtiments corporels", et du niveau des cours qu'ils jugent trop bas.

De tels exemples montrent combien notre peuple, nos jeunes, désirent pourtant apprendre. Un gouvernement révolutionnaire, aux mains des ouvriers et des paysans et à leur service, peut faire des réalisations énormes; car, même si les moyens financiers sont limités, lui seul peut mobiliser les forces vives du pays, assez massivement et de façon assez organisée pour, par exemple, permettre d'importantes réalisations dans les constructions scolaires.

Nous estimons que l'instruction doit être dispensée à tous, enfants et adultes.

Un lecteur du Moudjahid écrit: "Un ouvrier, après sa dure journée de travail, ne pourra pas s'intéresser à son instruction. Il faut que l'instruction se fasse sur le lieu du travail et qu'une heure de l'ouvrier soit consacrée, le matin, à l'alphabétisation."

Nous estimons qu'elle doit avoir un rôle primordial pour lutter contre le sous-développement;elle doit être planifiée en fonction des grands objectifs économiques et intégrée à la planification du développement économique du pays; elle doit être intégrée à tous les niveaux, à l'effort de mobilisation générale pour le développement du pays,tel que pourrait le promouvoir un gouvernement aux mains des ouvriers et des paysans.

la nouvelle classe dominante à l'ouvrage

Comment juger un régime? Par ses déclarations officielles? Mais si l'on fait ainsi, on s'apercevra que chaque pays est le paradis du bonheur et de la démocratie.. s' il faut en croire ceux qui le gouvernent.

Il vaut mieux donc quitter le domaine des discours et voir les choses sur le plan pratique. Voir quels rapports le régime en question entretient avec les masses déshéritées, comment il codifie ses rapports avec le capitalisme,comment il organise son avenir.

Nous avons essayé d'appliquer cette méthode - la seule méthode possible pour des révolutionnaires - au régime du colonel Boumedienne. Nous avons laissé de côté les proclamations socialistes que prodigue le "C.N.R.";nous avons par contre cherché à voir si le gouvernement de l'armée pratiquait une politique socialiste. Nous avons choisi pour cela quelques domaines essentiels, ceux de la répression légale, des investissements étrangers, de l'assistance sociale, du budget militaire. Il ne s'agit pas de simples exemples, mais de ce qui se déroule dans des secteurs importants, déterminants même, pour la politique du régime.

Partout, la conclusion de notre étude est la même: Boumedienne et son équipe n'ont aucun souci du sort des travailleurs; ils cherchent seulement à consolider leur pouvoir, tout en étendant les privilèges de la masse des"responsables" des fonctionnaires nantis qui, peu à peu prennent tous les aspects des anciens exploiteurs. Sur cette voie, leur allié naturel est le capitalisme étranger.

Mais à cette attitude uniforme du régime, à travers ses manifestations diverses, doit répondre une attitude uniforme des masses. Chaque jour, celles-ci doivent souffrir des agissements du pouvoir. Chaque jour, elles ont ainsi l'occasion de se rebeller, de s' organiser contre le pouvoir. De cette organisation des masses naîtra demain le nouveau pouvoir, le nouveau régime, le régime des ouvriers et des paysans.

Nous pensons faire notre devoir de militants révolutionnaires en tentant de donner une perspective politique à chacun des évènements qui encadrent ou constituent la vie quotidienne des masses Car ainsi nous aiderons les plus lucides et les plus honnêtes des Algériens à comprendre la necessité d'un programme révolutionnaire, d'un parti révolutionnaire - sans lesquels le socialisme ne saurait triompher.

un exemple parmi d'autres:
les manifestations d'aveugles

Le 11 Octobre 1966,un millier d'aveugles se sont groupés à la sortie de la rue Bruce, près de l'Institut des Aveugles et, accompagnés de leurs femmes et de leurs enfants,se sont dirigés vers le palais du gouvernement en criant: "Nous avons faim". A la même période, à Oran, une autre manifestation d'aveugles s'est déroulée au centre de la ville.

Dans les deux cas, la riposte du pouvoir a été prompte et sévère: des cars remplis de C.N.S. en armes ont été dépêchés sur les lieux et ont dispersés à coups de matraque les manifestants dont certains furent arrêtés.

Rappelons que les aveugles perçoivent une pension de 80 DA par trimestre. Or, cette pension dérisoire et tragiquement insuffisante n'est pas versée depuis plus de six mois.

C'est pour en réclamer le paiement que les aveugles ont manifesté à Alger et à Oran.Ces incidents mettent une fois de plus à nu la nature du régime actuel et montrent bien que certains "responsables nationaux", au lieu de chercher des solutions sérieuses à des problèmes majeurs, se limitent à intervenir pour placer des hommes de paille aux postes de direction.Lorsque les problèmes prennent des proportions trop grandes, on se contente alors de changer de directeur.Ainsi, pour les aveugles,de véritables luttes ont eu lieu pour la conquête des postes de direction - chacun essayant d'imposer un protégé. (Notamment Mohand Ou El Hadj).Il est clair que, à cause de ces grenouillages dans la nouvelle classe dominante, la solution des problèmes véritables passe au second plan.

Le pain...

Cette année, l'Algérie accuse un déficit en céréales de plus de 10 millions de quintaux. Si cette quantité n'est pas trouvée d'ici le début de l'hiver, les populations rurales connaîtront la famine la plus grave depuis vingt ans

Et, cette pénurie n'est pas due seulement aux mauvaises conditions climatiques: la sécheresse particulièrement prolongée de cette année, mais aussi aux carences et à l'insouciance de ceux qui prétendent avoir pris leurs "responsabilités". En effet, rien n'a été fait pour constituer des stocks -ce qui est d'autant plus criminel, car,par miracle, les récoltes des années précédentes ont été des meilleures.On se souvient qu'en 1963 (année de grande récolte:plus de 25 millions de quintaux contre 8 millions cette année) du blé a pourri sur pied dans certains domaines faute de moissonneuses en quantité suffisante et le spectacle navrant de monceaux de blé abandonnés dans les champs faute de greniers et de silos était fréquent dans les hauts plateaux,aujourd'hui sévèrement touchés par la sécheresse.Nous nous devons de signaler en outre que, faute d'une politique adéquate et de crédits suffisants , des centaines de milliers d'hectares n'ont pas été emblavés cette année.

Déjà, les effets de la pénurie en blé se font sentir un peu partout: à Oran,la farine manque;ailleurs, les spéculateurs constituent des réserves et les prix montent dangereusement. Partout, les masses les plus déshéritées sont angoissées.

Qu'a fait le pouvoir pour résoudre ce problème? A notre connaissance, les résultats obtenus actuellement montrent que Boumedienne et son équipe ne pren-

Le gouvernement, quant à lui, prétend apporter des remèdes au sort des aveugles; c'est ainsi qu'il a créé des écoles pour aveugles, un organisme national (O.N.A.R.) est chargé de l'éducation et de l'intégration des aveugles dans la vie économique du pays. Cet organisme se félicite d'avoir pu reclasser 15 aveugles. En effet, 15 aveugles sur 75.000 ont un emploi en Algérie; à Oran, il existe une seule école pour aveugles; effectif: 18 garçons et 5 filles.

Ces chiffres, ainsi que les manifestations d'aveugles - qui ont d'ailleurs été signalées dans la presse étrangère-, démontrent mieux que toute autre argumentation que le pouvoir actuel se soucie peu du sort des déshérités et des handicapés,même si ceux-ci sont des victimes de la lutte de libération nationale.

Bien sûr, ce problème des handicapés physique est épineux. Mais en attendant de trouver des solutions adéquates et d'avoir les moyens de leur venir en aide plus efficacement, il faut leur assurer leur subsistance, le droit à la vie et, par conséquent, leur payer régulièrement leur pension aussi maigre soit-elle! C'est bien plus efficace, mais évidemment moins spectaculaire, de payer des pensions convenables que d'édifier tapageusement un Institut National des Aveugles...

ou les canons

nent pas très au sérieux cette situation particulièrement préoccupante. En effet, il semble bien que la quantité de blé nécessaire pour faire la soudure ne sera pas achetée à temps, la raison invoquée est le manque de devises. Et pourtant!..

Depuis plusieurs mois,des bateaux débarquent dans les ports algériens des chargements d'armes et de munitions (on se souvient encore avec indignation de la fameuse explosion de Annaba qui fit 200 morts, lors d'un de ces débarquements).

Le 26 octobre dernier, 4 canons de 152 mm auto-propulsés, 6 bombardiers IL 28, 10 chasseurs MIG 21 ont été livrés par l'Union Soviétique à l'A.N.P. Ce qui porte à 70 environ le nombre des MIG 15, 17 et 21 et, à 18 celui des bombardiers IL 28. Il faut ajouter à cela les nombreuses livraisons en blindés, armes légères, équipement etc...

L'ANP compte à l'heure actuelle quelques 160 mille hommes et cela n'est pas considéré comme suffisant puisque le recrutement continue à se faire,si l'on en juge par la campagne menée vers les jeunes les engageant à faire carrière dans l'armée. L'équipement comprend 250 chars et 350 semi-blindés. Et on demeure stupéfait devant un communiqué du ministère de la Défense Nationale qui affirme que "le matériel reçu est inférieur aux besoins". A quoi servent une armée si nombreuse et un équipement aussi puissant? Cela n'est pas sans poser des problèmes de budget: l'armée au pouvoir s'est déjà octroyé la part royale dans le budget algérien -à laquelle il faut ajouter les nombreuses caisses noires. Cela s'est avéré encore insuffisant pour satisfaire les appétits de ces messieurs et illico, on a trouvé 30 millions de DA supplémentaires.

Ainsi,pour les canons,il y a de l'argent..., pour le blé, il faudra d'abord trouver des prêts et des crédits , sinon les algériens pourront crever de faim.

Pourtant,la pompe aspirante fonctionne à fond. Tous les moyens ont été employés pour soutirer de l'argent aux citoyens: impôts, taxes, épargne forcée et dernièrement,loteries et paris sportifs.

Le gouvernement de rapine continue à bafouer les droits des algériens et à ignorer leurs besoins les plus élémentaires. Le choix actuel pour les canons est on ne peut plus clair: en effet, un appareil de répression puissant est mis en place pour défendre à n'importe quel prix les privilèges de la classe dominante. Et éventuellement, si cette armée se trouve un peu désoeuvrée et s'occupe trop de politique , on pourra toujours créer quelques diversions à l'une ou l'autre des frontières...

le nouveau code des investissements : qu'en est il exactement?

Sous l'impulsion du ministre de l'Industrie Abdesselam, un nouveau code des investissements a été rendu public. L'essentiel que l'on puisse en dire est qu'il semble donner aux capitalistes étrangers les garanties les plus étendues possibles: dégrèvements fiscaux, possibilité de rapatrier les bénéfices réalisés sur le terrain algérien, garanties d' indemnisation en cas d'expropriation etc... Ceci est l' expression juridique d'une des tendances les plus profondes du gouvernement Boumedienne: ouvrir largement les portes aux capitaux étrangers

Il est vrai que notre pays manque de capitaux et qu'un régime révolutionnaire serait lui-même amené à négocier avec les détenteurs de capitaux.Mais, lorsque l'on négocie, l'important est moins ce que l'on négocie que la façon dont est conclu l'accord.

Dans le cas qui nous intéresse, les questions en litige sont les suivantes: les capitaux qui vont entrer en Algérie constituent-ils l'essentiel de l'effort de développement du pays, ou vont-ils être un simple apport à une lutte axée autour de la mobilisation consciente des travailleurs ?

L'installation,immédiate ou non,d'entreprises à participation étrangère sera t-elle contrôlée? Si oui, par qui? par des fonctionnaires isolés du peuple et souvent corrompus, ou bien par des organismes basés sur les ouvriers et les paysans?Question bien inutile d'ailleurs car l'actuel gouvernement a tranché en faveur de la bureaucratie. La politique d'industrialisation suivie par Abdesslam en est un exemple. On envisage (on a commencé même) la construction de quelques usines importantes: usine de fabrication d'amoniac, complexe sidérurgique d'Annaba,complexe méthanier d'Arzew etc. En soi, la chose est intéressante. Mais toute l'expérience des pays sous-développés montre que la création d'unités industrielles n'aide à une croissance économique harmonieuse que dans la mesure où elle est rationnellement décidée en fonction d' un plan qui tienne compte d'abord des aspects sociaux du sous-développement, qui tende à les surmonter en cherchant avant tout à limiter le chômage rural et urbain, à équilibrer les différentes régions et les différents secteurs,distordus par le colonialisme et l'impérialisme.

Un tel plan n'existe pas en Algérie.

Aussi la création de quelques zones industrialisées, loin de contribuer à résoudre le problème d'ensemble du retard économique, aboutira seulement à créer quelques centaines d'emplois, sans que cela ait des conséquences notables pour la masse des travailleurs algériens On élargira seulement quelque peu, par cette solution, la couche de ceux qui, privilégiés par rapport aux innombrables chômeurs,soutiendront un régime qui leur assurera un emploi régulièrement rémunéré. Bien plus grave encore seront les conséquences de cette politique sur les

suite de la page 9

le nouveau code des investissements: qu'en est-il exactement ?

rapports avec le capitalisme occidental: le fonctionnement de ces entreprises, en l'absence d'une économie planifiée, dépendra des crédits et des marchés capitalistes; et cela d'autant plus aisément que ceux qui contrôleront les mouvements des capitaux seront les membres de la nouvelle classe dominante installée aux postes de commande de l'appareil d'Etat. Toute la politique d'industrialisation apparaît à cette lumière, comme un appel permanent aux capitaux étrangers pour réaliser une sorte d'accumulation primitive au profit de la classe dirigeante en formation.

D'ailleurs, à cet égard, l'U.G.T.A. n'a pas été associée à l'élaboration de ce code d'investissements: les travailleurs qu'ils soient du secteur autogéré ou du secteur privé n'ont pas été consultés.

Une industrialisation adaptée aux besoins du pays se fera avec les travailleurs. Pour cela il est nécessaire qu'ils soient associés à toute action visant l'industrialisation qui, avant tout, doit se faire sur la base d'une planification ayant pour objectifs immédiats:

- résorption du chômage,
- production en vue de satisfaire les besoins les plus élémentaires.

Dans une telle perspective, il ne sera fait appel aux investissements étrangers ou nationaux que dans la mesure où cela sera profitable aux travailleurs, et jamais dans les secteurs-clé, afin de prévenir toute tentative de corruption ou de main-mise sur la politique et l'administration du pays. De toutes façons, quelle que soit l'importance de ces capitaux étrangers, ils ne peuvent remplacer la mobilisation des masses algériennes et leur rôle décisif dans le développement du pays; en d'autres termes, cela implique une option que nous avons à maintes reprises affirmée dans ces colonnes: la solution de nos problèmes économiques n'est pas technique, elle est essentiellement politique.

Ceci dit, il semble bien que l'appel aux investissements privés soit resté sans écho. Car, même pour les capitalistes les plus audacieux et les plus attirés par les possibilités d'investissements dans notre pays, il est impossible de risquer une mise sur le gouvernement de Boumedienne tant son manque d'assise populaire et sa fragilité - malgré et à cause de son imposante armée - inspirent peu de confiance!...

UN CODE PENAL AU SERVICE DE LA DICTATURE

Un des tous premiers "actes" du gouvernement de Boumedienne est la publication au "Journal Officiel" d'un nouveau Code Pénal juste un an après le coup d'Etat.

Ce qui frappe dès le premier coup d'oeil, c'est la préoccupation constante du législateur de confectionner un véritable arsenal juridique destiné à la "protection" du régime issu du 19 juin. Et la rédaction vague des articles permettant toutes les interprétations -ainsi que la lourdeur des peines prévues- ont pour but de donner matière à réflexion à tous ceux qui seraient tenté de remettre en cause le régime ou ses hommes.

Désormais, les droits les plus élémentaires des algériens seront violés d'une façon légale car il se trouvera toujours un article du code dont l'interprétation permettra de justifier les mesures les plus arbitraires.

Le législateur n'a pas cherché, comme cela devrait se faire, à défendre le citoyen, mais, bien au contraire, son but unique est de protéger l'Etat contre les citoyens - ce qui dénote un véritable complexe d'usurpation et une mauvaise conscience indéniable de nos dirigeants actuels en même temps d'ailleurs que leur volonté affirmée de se maintenir au pouvoir envers et contre tout.

Posées ces quelques considérations générales, passons maintenant aux détails.

Un des articles les plus scandaleux, et celui qui porte le plus atteinte aux droits des travailleurs, est l'article 171: "Est puni d'un emprisonnement de deux mois à deux ans, et d'une amende de 500 à 20.000 DA, ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque, à l'aide de violences, voies de fait, menaces ou manoeuvres frauduleuses, a amené ou maintenu, tenté d'amener ou de maintenir, une cessation concertée du travail dans le but de forcer la hausse ou la baisse des salaires ou de porter atteinte au libre exercice de l'industrie et du travail.

"Lorsque les violences, voies de fait, menaces ou manoeuvres ont été commises par suite d'un plan concerté, les coupables peuvent être frappés de l'interdiction de séjour pendant deux ans au moins et cinq ans au plus".

Ainsi, légalement, le droit de grève pour lequel de multiples générations d'ouvriers ont combattu, se trouve largement aboli. En effet comment pourrait-on concevoir une grève qui ait lieu sans piquets de grève, sans intimidation envers les jaunes! Une grève ne peut pas ne pas être concertée ! Depuis quelques temps, on assiste effectivement à un ralentissement des activités syndicales malgré la dégradation de la situation des travailleurs. Y-a-t-il un lien avec les menaces contenues dans l'article 171 ? Ou s'agit-il seulement de la crise de direction déjà signalée par ailleurs ? Il est à souhaiter que les travailleurs les plus avancés et les militants syndicalistes de pointe fassent preuve de détermination et de courage en vue de contrecarrer la volonté des législateurs de mettre des chaînes aux organisations de masses.

La crainte des masses organisées qui apparaît tout au long du code pénal est exprimée clairement dans le chapître consacré aux "crimes et délits contre la sûreté de l'Etat", section V "crimes commis par la participation à un mouvement insurrectionnel"; ainsi qu'au chapître II qui concerne les "attroupements": la variété des exemples fournis ainsi que les peines sanctionnant toutes les actions de masses constitue une législation d'exception digne d'un Etat de siège. Ces textes sont la manifestation de la faiblesse du régime, de sa précarité et une tentative d'intimidation dont le but est d'inspirer une terreur salutaire aux éventuels agitateurs.

Cette idée apparaît encore de façon plus accentuée dans les articles qui définissent les peines encourues par les amateurs de coups d'Etats (peine capitale). Boumedienne ne veut pas faire école et l'avertissement est clair: officiers et sous-officiers qui seraient tentés de l'imiter sont avisés qu'ils leur faudra réussir leur coup s'ils ne veulent pas subir le sort de Chaabani.

L'article 92, ainsi que certains autres disséminés tout au long du texte, codifie la délation qui est encouragée et même récompensée.

Le chapître III nous gratifie d'un certain nombre de considérations sur les "crimes et délits contre la constitution" -laquelle ? On a beau lire et relire tous les articles, on ne trouve aucune référence à cette prétendue constitution: la section I "crimes et délits à l'exercice des droits civiques" contient les sanctions à l'encontre de ceux qui empêcheraient les citoyens d'exercer ses droits civique! Les autorités sont-elles concernées par cette section ? Gageons que les prochaines élections communales nous donnerons maints exemples de violation des droits civiques qui n'auront pas été prévus dans ce code.

La section II, quant à elle, traite des peines encourues par "tout fonctionnaire qui aurait commis un acte arbitraire ou attentoire soit à la liberté individuelle soit aux droits civiques d'un ou plusieurs citoyens..." Mais alors, que font dans les geôles du pouvoir tous ceux qui ont été arrêtés arbitrairement? Leurs bourreaux ont-ils été condamnés ?

Le reste des articles de ce chapître sont autant de condamnations des autorités actuelles et de tous leurs actes!

Le chapître suivant nous gratifie d'un joli article 144 qui traite de l'outrage aux représentants des autorités dans "leur honneur ou de leur délicatesse" "par paroles, gestes, menaces, envoi ou remise d'objet quelconque, soit par écrits ou dessein non rendu public" (?) l'application et l'interprétation élastique de cet article permettront de justifier la condamnation de n'importe quelle action politique au nom de la délicatesse.

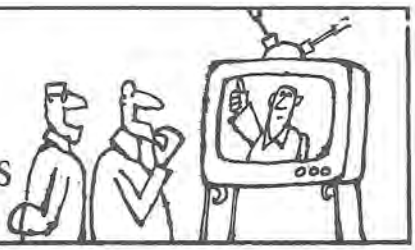
Sous le titre "crimes et délits contre les entreprises et les exploitations en autogestion" nous tombons sur une suite d'articles confus et vagues qui donnent l'impression que le pouvoir a prévu un certain nombre de moyens juridiques lui permettant de mettre sous sa coupe directeurs et présidents d'unités autogérées sur la tête desquels planent de sombres menaces. Par contre, ce que tout le monde attendait a savoir: la législation réprimant les "crimes de sabotage de l'autogestion par la bureaucratie de l'Etat" n'a pas encore vu le jour. Dans ce chapître on trouve d'ailleurs des articles curieux: ainsi le n° 438: "Tout directeur d'une entreprise ou exploitation en autogestion qui, sciemment, ne s'oppose pas à un plan d'exploitation et de développement non conforme au plan national est puni d'un emprisonnement de trois mois à trois ans et d'une amende de 500 à 10.000 DA".

Avouons que nous ignorions l'existence d'un plan national !

Nous ne terminerons pas sans signaler les articles 195 et 196 dont le cynisme nous laisse rêveurs: la mendicité et le vagabondage sont réprimés encore plus sévèrement que dans n'importe quel pays développé. Il faudra construire beaucoup, beaucoup de prisons, messieurs les gouvernants, car, aux termes de la loi les trois quarts des Algériens sont des vagabonds. Il ne vous reste plus qu'à les enfermer, mais il faudra faire vite sinon, malgré votre code, vous aurez bien du mal à durer...!

EN VRAC

nouvelles et commentaires



SILENCE... ON DETOURNE! -

Le commandant Slimane a été pris la main dans le sac: au cours d'un contrôle à la Caisse Agricole,on a trouvé un chèque signé par le sieur Houaci, ex-directeur de cette caisse, et versé au compte personnel du commandant. Ce chèque s'élevait à 40.000 DA!...

Ce même commandant Slimane est, par ailleurs,accusé de complicité dans des escroqueries intéressant le commerce extérieur. Joli cocommandant!...

Des inspecteurs du travail du ministère de l'ex-Boumaza ont été convaincus de complicité dans certains trafics avec des entreprises privées.

Bouchafa, en se servant de l'appui de Mahsas, a monté une affaire d'oviculture alors qu'il était secrétaire général de la Fédération Nationale des Travailleurs de la Terre(F.N.T.T.) Après, il a démissionné... Mais après seulement!...

Aouchiche Abdelmadjid, directeur des coopératives A.N.P., a construit une villa pour 150.000 DA à Mr. Kaïd, moyennant un prêt de 2 millions de DA que le ministère des finances a bien voulu consentir aux coopératives A.N.P. Ben voyons, on peut toujours s'entendre avec ces gens-là...

LES AVEUX LES PLUS DOUX -

Dans une de ses habituelles déclarations à l' A.P.S., Kaïd Ahmed continue ses"révélations". Ainsi, parlant de la gestion des affaires publiques avant le 19 juin, il a dit: "A la veille du 19 juin, la plupart des gestionnaires confondaient la gestion du patrimoine qui leur était confiée et une forme de gestion plutôt personnelle..."

Comme à la veille du 19 juin Kaïd Ahmed était ministre du Tourisme, nous ne pouvons que l'encourager à persévérer dans la voie des aveux!.

LA DEMOCRATIE DES BENI-OUI-OUI -

Au cours du séminaire des étudiants du Parti - après les avoir sermonné et les avoir invité à se détourner des idéologies étrangères afin de "maintenir la jeunesse dans les traditions arabo-islamiques" -, Boumedienne leur annonça qu' ils étaient entièrement libres de choisir l'organisation et les personnes qu'ils jugeaient capables de les diriger. A une condition: que le choix soit conforme aux options du pays, aux intérêts de l'Algérie et de la Révolution Algérienne... Entendez par là: au sein du seul F.L.N. "Vous pouvez acheter une voiture de n'importe quelle couleur,disait le vieux Ford,pourvu que cette couleur soit noire...".

LES MINISTRES SE SUIVENT ET SE RESSEMBLENT -

On croirait que l'unique travail d'un ministre de l'Information consiste à organiser des festivals. Après celui du folklore de feu-Boumaza, voilà que son successeur, Mohamed Ben Yahia, nous gratifie d'un festival national de la musique classique algérienne, après un festival national des arts populaires.

Sport et Folklore sont les deux mamelles de l'Algérie...

LES HOPITAUX LICENCIENT... L'ARMEE RECRUTE -

Le centre hospitalier de Annaba prévoit le licenciement d'une centaine de personnes, pourquoi? Faute de crédits, prétend l'administration de cet hôpital.

Pendant que les secteurs vitaux du pays se voient ainsi démunis chaque jour un peu plus, la presse dite nationale est remplie de placards de l'armée invitant les jeunes à s'engager dans l'A.N.P.. qui, elle, par contre, ne manque pas de crédits

A LA GRACE DE DIEU -

LE PETIT ANNABA JOURNAL

Devoir envers les humains

Le devoir de tout être humain et de l'Algérien en particulier, c'est d'aimer son prochain, car l'amour de l'humanité comprend tous les sentiments qui nous attachent à nos semblables par leur seule qualité d'homme. Si nous rencontrions un indigent qui souffre de la faim, empressons-nous de le secourir et ne soyions pas comme certains attardés qui n'hésiteraient pas à lui répondre : « Allez dire à votre Gouvernement qu'il vous donne à manger ».

Ceux-ci semblent oublier que si un indigent demande l'aumône, c'est au nom de Dieu et de l'Humanité et non, au nom du Gouvernement.

Par conséquent, si il y a des indigents et des chômeurs, ce n'est pas la faute du Gouvernement, ni celle des responsables locaux. Il faut nous rendre à l'évidence que nous sommes une jeune Nation dans le monde libre, une jeune République un jeune Etat. Nos dirigeants sont soumis incessamment aux épreuves les plus dures et en particulier l'épreuve de la résorption du chômage qui a créé une véritable psychose au sein de tous les Ministères algériens.

La naissance d'un Etat est comparée exactement à celle d'un enfant : ses parents l'aident à grandir en l'entourant de mille précautions et soins jusqu'à sa majorité, à ce moment-là ils commencent à espérer une aide de sa part. Or notre Etat n'a que quatre années à peine...

LE REVE ET LA REALITE -

A l'image de ce port, la tête du journaliste de "La République" d'Oran est bien vide.

En effet, Oran vit des heures tragiques,les dockers sont au chômage et notre journaliste en herbe trouve que "c'est la douceur de vivre"...

REVERIE...

non aux dépenses militaires • des écoles pour tous • oui à l'unité de l'opposition révolutionnaire
non aux alliances hétéroclites • oui à la liberté de candidatures • C • N • D • R • non aux élections sur des listes uniques

fuites et... remaniements

Le dimanche 2 octobre à $7^{h}.30$, une 404 de l'Etat Algérien franchissait la frontière algéro-tunisienne près de La Calle: Monsieur BOUMAZA venait de mettre un terme à une carrière mouvementée de ministre à tout faire, pour s'engager volontairement (?) dans celle d'opposant au régime, naguère si injuriée par ce même BOUMAZA.

Ses nombreuses déclarations sont bien surprenantes et font penser que sa mémoire est bien courte!

Pour mémoire, donc, rappelons qu'il fut le défenseur du régime de Ben Bella et l'adversaire irréductible et grossier de l'opposition, qu'il ne conserva son portefeuille dans le gouvernement de Boumedienne qu'au prix d'une dénonciation publique de celui qui fut à l'origine de sa fortune politique-et de l'autre. (Mr. LEBJAOUI, dans une interview, tente, tout à fait sans rire, de nous prouver que BOUMAZA était en mission au sein du gouvernement!Curieuse mission!). Si son compère MAHSAS a été plus discret,il n'en fut pas moins, en tant que ministre de l'Agriculture, l'adversaire acharné de l'autogestion et le partisan non moins acharné de la mise au pas des travailleurs et de leurs organisations.

Le départ de BOUMAZA et de MAHSAS, quel que soit le caractère répugnant des personnages, ne doit pas nous faire oublier ce qu'ils représentaient au sein du "Conseil National de la Révolution":une génération issue du mouvement nationaliste. Corrompus jusqu'à la moëlle,les deux hommes n'en sont pas moins attachés à un système où la démagogie est un moyen permanent de gouvernement, dans la mesure où elle permet de maintenir un équilibre précaire entre les masses et les forces de la réaction. Tandis qu'ils vont dans une pseudo-opposition, chercher, sous le couvert de la sainte Union Nationale contre la dictature, à recréer un nouveau régime à la Ben Bella, leur place est occupée plus ou moins subrepticement et sans éclat par les "technocrates",admirateurs de la rationalité occidentale, défenseurs du néo-colonialisme et dont l'influence sur certains clans de l'armée est très grande. Ainsi, les courants pro-capitalistes se trouvent renforcés sous le couvert de la primauté du technique sur le politique et les masses seront définitivement écartées.

Reste à savoir quelle sera l'attitude de ceux qui,au sein du pouvoir,sont opposés à cette orientation et restent partisans de l'Indépendance Nationale.

non aux dépenses militaires • des écoles pour tous • oui à l'unité de l'opposition révolutionnaire
non aux alliances hétéroclites • oui à la liberté de candidatures • C • N • D • R • non aux élections sur des listes uniques